

# Malgré l'énergie, une inflation modérée en 2005

Jean-Michel Arnoux et André Viguier, division Prix à la consommation, Insee

**A**vec 1,5 % de hausse entre décembre 2004 et 2005, l'évolution de l'indice des prix à la consommation passe, pour la première fois depuis 2001, sous la barre symbolique des 2%. La hausse est ainsi l'une des plus faibles depuis 35 ans. Elle confirme la tendance des années les plus récentes : l'augmentation était de 2,1 % en 2004 et de 2,2 % en 2003. Pourtant en 2005 la forte poussée des prix de l'énergie s'est poursuivie, en particulier pour les produits pétroliers. En deux ans, les combustibles liquides ont renchéri de 59 % et les carburants de 24,9 %. Toutefois ce choc pétrolier ne se diffuse pas dans l'économie française comme en témoigne l'absence de tensions majeures sur les prix par ailleurs. L'inflation sous-jacente, qui reflète les évolutions profondes des coûts de production et la confrontation de l'offre et de la demande, se réduit régulièrement depuis 2002 pour atteindre seulement 1 % en 2005 après 1,3 % en 2004 et 1,6 % en 2003. Les services restent la composante principale de l'inflation, mais fait nouveau, la progression des prix est moins rapide en 2005 pour plusieurs d'entre eux (réparation de véhicules personnels, services domestiques).

À l'image de 2004, la hausse des prix de l'énergie est le fait majeur de l'évolution des prix à la consommation en 2005. Elle contribue pour 0,6 point au 1,5 % d'inflation (tableau 1 et graphique 1).

## Énergie : un véritable choc en deux ans

Les prix à la consommation de l'énergie progressent de 8,2 %, prolongeant l'augmentation de 2004 (graphique 2) pour atteindre 19,2 % en deux ans. Les prix des produits pétroliers sont en hausse de 11,1 % sur l'année et de 29,4 %

entre décembre 2003 et décembre 2005. Les prix des combustibles liquides (fiouls domestiques) augmentent de 22,4 % (59,0 % en deux ans) et ceux des carburants de 9,4 % (24,9 % en deux ans). À cela s'ajoute le renchérissement de 11,2 % du gaz de ville (15,3 % en deux ans), les tarifs ayant été relevés en juillet, septembre et novembre.

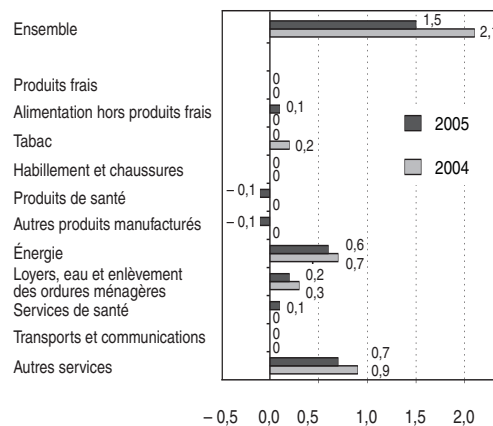
L'or noir est à l'origine de ce nouveau choc pétrolier. Le baril de brut, qui valait 29,8 dollars (cours moyen mensuel de Brent) en décembre 2003, atteint 64,1 dollars, son maximum de 2005, en août après le passage du cyclone Katrina, puis termine l'année à 56,9 dollars.

L'évolution du taux de change euro-dollar, principalement sur le second semestre 2005, ne permet pas, contrairement à 2004, de réduire la facture énergétique. En effet, l'euro a fluctué entre 1,18 dollar et 1,22 dollar (cours en moyenne mensuelle) sur cette période pour finir à 1,19 dollar en décembre.

## Mais une inflation contenue

Même si ses conséquences sur l'inflation sont parfois amorties, ce choc pétrolier est bien visible à la pompe. Les effets sont bien moindres que lors des chocs pétroliers des années soixante-dix et du début des années quatre-vingt. Les taux annuels d'inflation étaient alors de 15,2 % en 1974, de 13,6 % en 1980 et de 14,0 % en 1981. En 2005, l'inflation n'est que de 1,5 % après 2,1 % en 2004, 2,2 % en 2003 et 2,3 % en 2002. C'est

### ① Les contributions à l'augmentation des prix en 2004 et en 2005



Source : indice des prix à la consommation, Insee

## ① Taux de variation et contributions des grands secteurs d'analyse

	Poids dans l'indice en 2005	Taux de variation en %		Contributions *	
		de déc. 2003 à déc. 2004	de déc. 2004 à déc. 2005	de déc. 2003 à déc. 2004	de déc. 2004 à déc. 2005
<b>Ensemble</b>	<b>10 000</b>	<b>2,1</b>	<b>1,5</b>		
<b>Alimentation</b>	<b>1 723</b>	<b>0,1</b>	<b>0,7</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>
Produits frais	216	-0,5	1,9	0,0	0,0
Alimentation hors produits frais	1 507	0,2	0,4	0,0	0,1
<b>Tabac</b>	<b>194</b>	<b>9,5</b>	<b>0,7</b>	<b>0,2</b>	<b>0,0</b>
<b>Produits manufacturés</b>	<b>3 159</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,6</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,2</b>
Habillement et chaussures	519	0,5	0,0	0,0	0,0
Produits de santé	492	-0,8	-1,2	0,0	-0,1
Autres produits manufacturés	2 148	0,0	-0,6	0,0	-0,1
<b>Énergie dont :</b>	<b>780</b>	<b>10,2</b>	<b>8,2</b>	<b>0,7</b>	<b>0,6</b>
Produits pétroliers	482	16,4	11,1	0,7	0,5
<b>Services</b>	<b>4 144</b>	<b>2,6</b>	<b>2,5</b>	<b>1,2</b>	<b>1,0</b>
Loyers, eau, enlèvement des ordures ménagères	723	3,6	3,4	0,3	0,2
Services de santé	516	0,7	1,2	0,0	0,1
Transports et communications	478	0,0	0,8	0,0	0,0
Autres services	2 427	3,3	2,8	0,9	0,7

\* La contribution d'un secteur permet d'évaluer sa part dans l'évolution d'ensemble, en tenant compte de son évolution propre et de sa pondération dans l'indice. La somme des contributions des secteurs est égale à l'évolution générale de l'indice d'ensemble (+2,1 % en 2004 ; +1,5 % en 2005). Ainsi, sur les 1,5 % de hausse de prix en 2005, l'énergie a pesé à la hausse pour 0,6 point. Les produits frais dont les prix ont augmenté de 1,9 % en 2005 ont pesé positivement de 0,04 (arrondi à 0).

Source : indice des prix à la consommation, Insee

le taux annuel le plus bas, de décembre à décembre, depuis 2001 où l'évolution était de 1,4 % et l'un des plus faibles depuis 35 ans (*graphique 3*) : seules quatre variations, en 2001 et de 1997 à 1999, ont été inférieures.

Les mutations profondes du contexte socio-économique des 30 dernières années expliquent que les fortes hausses du cours du brut ont eu des conséquences limitées. L'indexation des salaires sur la hausse des prix a été largement assouplie, la part de la consommation de pétrole dans les consommations intermédiaires et la consommation des ménages a été largement réduite, la mondialisation a

fortement progressé et l'arrivée de nouveaux acteurs parmi les grandes économies, tels l'Inde ou la Chine a accru la concurrence au niveau mondial. Par ailleurs, la crédibilité anti-inflationniste des politiques monétaires s'est nettement renforcée.

Hors énergie, l'évolution des prix est de 1,1 %. Il faut remonter en 2000 pour retrouver un taux aussi faible. Cette année-là, le tabac avait cependant augmenté de 4,5 %, contre 0,7 % en 2005. Ainsi, la stabilité du prix du tabac contribue aussi à expliquer l'écart d'inflation avec les années précédentes. Les augmentations du prix du tabac avaient varié entre 4,5 % en 2000 et 30,2 % en 2003.

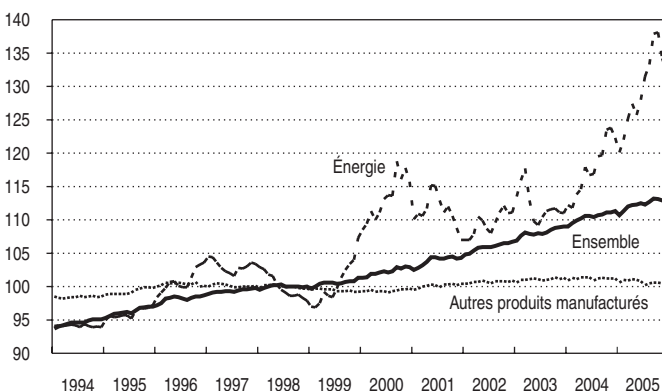
La décélération régulière de l'inflation sous-jacente est un élément supplémentaire qui montre qu'aujourd'hui les pressions inflationnistes sont contenues en France. Cet indice, qui reflète mieux les tendances inflationnistes de fond de l'économie (*sources*), s'accroît de moins en moins rapidement depuis cinq ans. Il était en hausse de 2,0 % en 2001 puis de 1,8 % en 2002, de 1,6 % en 2003 et 1,3 % en 2004. Cette année, la progression n'est que de 1,0 %.

## D'autres matières premières importées augmentent aussi

À l'envolée des cours du pétrole brut s'ajoutent, comme en 2004, les augmentations des prix de nombreuses matières premières importées. C'est notamment le cas du minerai de fer dont le prix, en euros, augmente de 94 % en 2005, et des métaux non ferreux (+ 46 %). En dollars, le cuivre renchérit de 45 % (109 % sur deux ans) et le zinc de 57 %. Par ailleurs le prix du sucre augmente de 59 %, celui du café de 53 % pour le robusta, et celui de l'or de 15 %. Sur les prix à la consommation, il en résulte par exemple une augmentation de 6,5 % pour le café, de 2,2 % pour l'horlogerie, bijouterie, joaillerie ou de 2,3 % pour les pièces détachées et accessoires pour véhicules. Ces derniers comprennent des gammes de produits en acier, aluminium, cuivres, plastiques. Ces hausses, circonscrites et limitées dans leur ampleur, ne se diffusent pas à l'ensemble de l'économie. Le prix des produits est d'autant moins corrélé au coût des matières premières qui les composent, qu'il s'agit

## ② Évolutions contrastées entre énergie et produits manufacturés

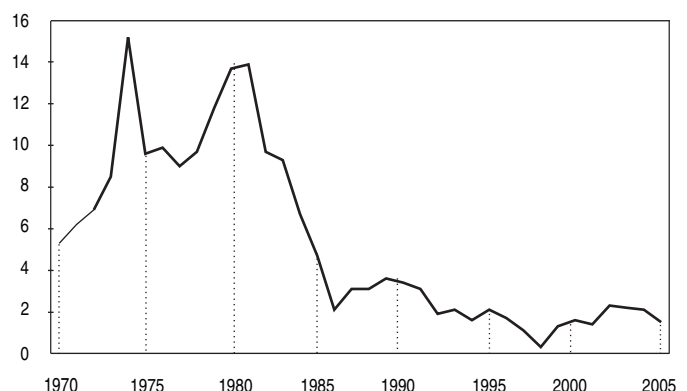
Indice base 100 en 1998



Source : indice des prix à la consommation, Insee

## ③ 35 ans d'indice des prix à la consommation

Indice d'ensemble, glissement annuel en % depuis 1970



Source : indice des prix à la consommation, Insee

## 2 Quelques hausses et baisses entre décembre 2004 et décembre 2005

Quelques hausses en 2005 en %	
<b>Alimentation</b>	
Cafés	6,5
Poissons et crustacés frais	6,4
Huiles et margarines	4,1
Fruits frais	4,1
Viande de bœuf	3,8
Pain	1,9
<b>Produits manufacturés</b>	
Autres pièces de rechange et accessoires pour véhicules	2,5
Lubrifiants	2,3
Horlogerie, bijouterie, joaillerie	2,2
Produits de l'entretien et de la réparation courante du logement	2,1
<b>Énergie</b>	
Combustibles liquides	22,4
Gaz de ville	11,2
Carburants	9,4
Gaz liquéfiés	5,2
Combustibles solides	1,6
<b>Services</b>	
Transports aériens de voyageurs	7,7
Taxis	6,7
Enlèvement des ordures ménagères	5,7
Services domestiques	5,3
Crèches, assistantes maternelles	5,2
Services postaux	5,2
Assainissement	5,1
Réparation de véhicules personnels	4,8
Maisons de retraite et serv. personnes âgées	4,3
Autres services liés au logement	4,2
Réparation d'appareils ménagers	4,0
Services récréatifs	3,9
Loyers des résidences principales	3,5
Autres services d'entretien du logement	3,5
Assurance santé	3,5
Assurance habitation	3,4

Quelques baisses en 2005 en %	
<b>Alimentation</b>	
Œufs	-3,7
Légumes frais	-2,3
Crèmes glacées, glaces, sorbets	-2,3
Eaux minérales et de source	-1,2
Vins	-1,0
Gâteaux, pâtisserie de conservation	-0,9
Légumes préparés, surgelés et en conserve	-0,8
Produits chocolatés	-0,6
Yaourts et desserts lactés	-0,6
Volaille	-0,6
<b>Produits manufacturés</b>	
Équipement de téléphone et de télécopie	-18,1
Équipement photo et de cinéma	-14,8
Matériel de traitement de l'information	-14,7
Équipements audio-visuels	-10,3
Support d'enregistrement de l'image et du son	-3,9
Appareils de lavage	-3,6
Appareils de cuisson	-2,7
Réfrigérateurs	-2,6
<b>Services</b>	
Assurance automobile	-2,3
Services de télécommunications	-2,1

Source : indice des prix à la consommation, Insee

de produits élaborés dont les matières premières sont transformées.

L'inflation, hors énergie, n'a pas pour autant disparu et c'est dans des secteurs moins exposés à la concurrence internationale, voire à la concurrence tout court, qu'elle perdure.

### Services : la hausse ralentit légèrement

Les prix des services restent l'un des moteurs de l'inflation. En augmentant de 2,5 %, après une hausse de 2,6 % en 2004, ils contribuent pour 1,0 point au 1,5 % de hausse des prix en 2005.

Parmi l'ensemble des services, avec une contribution à l'inflation de 0,7 point, les « autres services » (tableau 1 et graphique 1) sont en hausse de 2,8 % : ils comprennent réparation et entretien, services domestiques, services liés au tourisme, assurances, services financiers (définitions). C'est cependant un ralentissement par rapport à 2004 : la progression était alors de 3,3 %.

Les services à fort contenu en main-d'œuvre sont à l'origine de nombreuses augmentations cette année encore. Fait nouveau, pour certains d'entre eux comme les services de réparation de véhicules personnels ou les services domestiques, la hausse est moindre en 2005 (tableau 3). Par ailleurs, les prix des assurances marquent aussi le pas.

À l'inverse, avec une croissance de 7,7 %, les prix du transport aérien, activité qui dépend du coût du kérosène, se distinguent. Les prix des taxis font de même avec une hausse de 6,7 %. Le prix du timbre qui était de 0,50 € depuis juin 2003 a été relevé en mars 2005 à 0,53 € pour les envois en France et à 0,55 € pour ceux vers l'Union européenne. Les services postaux ont de ce fait renchéri de 5,2 %.

Les prix des loyers, eau et enlèvement des ordures ménagères augmentent de 3,4 %, après 3,6 % en 2004. Comptant

pour près de 6 % dans l'indice d'ensemble, les loyers des résidences principales continuent de progresser (3,5 % ; 13,0 % en 4 ans). Conséquences de mises aux normes, les relèvements de tarifs, par le biais de taxes locales, expliquent les hausses des prix des services d'enlèvement des ordures ménagères (5,7 % ; 22,3 % en 4 ans) et des services d'assainissement (5,1 % ; 13,2 % en 4 ans). Pour l'ensemble des services, la principale baisse vient des télécommunications, en pleine expansion depuis plusieurs années grâce à la téléphonie mobile et à la généralisation du haut débit (accès internet, téléphonie mobile, télévision). Les prix ont reculé de 2,1 % en 2005 après -1,1 % en 2004.

### Les autres secteurs dont l'alimentation contribuent peu à l'inflation

Comme en 2004, l'alimentation contribue peu à l'inflation (tableau 1). Le renchérissement (0,7 %) est cependant supérieur à celui de 2004, qui était de 0,1 %. Les prix des produits frais progressent de 1,9 % (-0,5 % en 2004) du fait des hausses de 4,1 % des prix des fruits frais et de 6,4 % des prix des poissons et crustacés frais. À l'inverse, les prix des légumes frais sont en recul de 2,3 %. Dans l'alimentation hors produits frais, 2005 est marqué par la poursuite d'une relative stabilité avec une hausse de 0,4 %, après 0,2 % en 2004. En comparaison avec les années antérieures, les prix sont plus sages : de 1999 à 2003 les hausses étaient comprises entre 1,2 % et 4,7 %. L'indice d'ensemble masque par ailleurs des situations contrastées selon les produits (tableau 2).

### Produits manufacturés : la concurrence globale facteur de baisse

Les produits manufacturés baissent (-0,6 %) plus qu'en 2004 (-0,1 %). Dans l'habillement et chaussures, les mouvements

## 3 Les prix de services dont la hausse ralentit en 2005

Évolution en %	en 4 ans	en 2004	en 2005
Réparation de véhicules personnels	23,1	6,4	4,8
Services pour l'entretien et la réparation courante du logement	15,5	3,9	3,5
Services domestiques	20,6	6,2	5,3
Hôtellerie, cafés, restauration	11,2	2,5	2,1
Assurance habitation	16,9	5,7	3,4
Assurance santé	15,6	3,8	3,5
Assurance automobile	2,1	1,7	-2,3

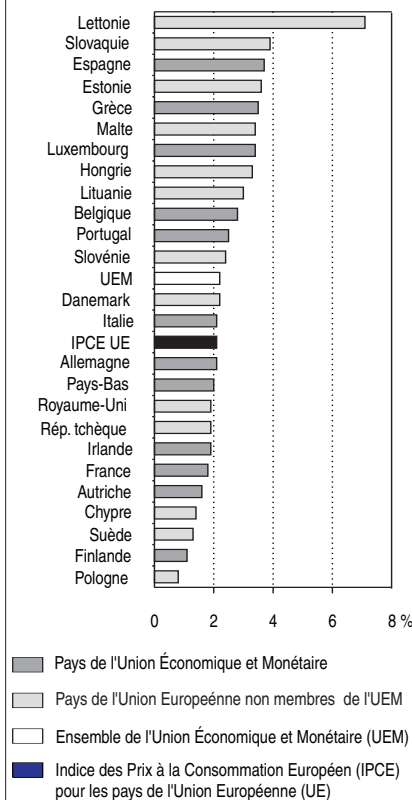
Source : indice des prix à la consommation, Insee

saisonniers consécutifs aux soldes et promotions continuent de rythmer les évolutions des prix au cours de l'année.

### L'inflation en Europe en 2005

Au niveau européen, les prix sont suivis par l'IPCE (Indice des Prix à la Consommation Européen) calculé à partir des indices des prix à la consommation harmonisés (IPCH) destinés aux comparaisons internationales et fournis par chaque État membre (25 depuis mai 2004). L'IPCE s'établit à 2,1 % (2,2 % en 2004).

En complément, est aussi calculé, toujours à partir des IPCH, un indice limité aux pays membres de la zone euro. Il augmente de 2,2 % (2,4 % en 2004).



Source : Eurostat

La fin des quotas du textile chinois n'a pas eu d'effet visible : les prix de vente au détail se maintiennent en 2005 après leur progression de 0,5 % en 2004.

Stables en 2004, les prix des « autres produits manufacturés » (*définitions*) sont en repli de 0,6 %. Sur les douze dernières années (*graphique 2*), pendant que les prix dans leur ensemble augmentaient de 20,7 %, l'accroissement n'était que de 3,2 % pour ce secteur. La baisse des prix ne s'est pas démentie pour les biens durables hors automobile (*définitions*) cette année encore (*tableau 2*). Cela concerne notamment les équipements de téléphone et télécopie dont les prix ont chuté de 33,7 % en deux ans. Après une hausse de 2,2 % en 2004, les prix des automobiles neuves baissent de 0,2 %. Ce marché est fortement concurrentiel et la stratégie des promotions est généralisée, les marques françaises y recourant le plus.

La baisse des prix des produits manufacturés illustre les effets du progrès technique, des gains de productivité, de la mondialisation et de la concurrence de pays aux coûts de main-d'œuvre peu élevés.

### Sources

L'indice de référence est l'Indice des prix à la consommation pour l'ensemble des ménages (IPC), à l'exception des comparaisons européennes qui s'appuient sur l'Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) des pays de l'Union européenne. Pour la France, l'IPC et l'IPCH sont très proches.

L'IPCH suit les prix « nets », c'est-à-dire hors prise en charge par les administrations publiques ou de sécurité sociale alors que l'IPC suit les prix « bruts ». Les deux indices diffèrent essentiellement dans les secteurs où cette prise en charge est importante : santé, services de protection sociale.

À des fins d'analyse économique, l'Insee publie aussi un indice d'inflation sous-jacente. Celui-ci permet de dégager une tendance de fond de l'évolution du niveau des prix. Il exclut les prix soumis à l'intervention de l'État et les produits à prix volatils, c'est-à-dire ceux qui subissent des mouvements

très variables dus à des facteurs climatiques ou à des tensions sur les marchés mondiaux. Ainsi, les produits frais, l'énergie, le tabac, les tarifs publics sont exclus. Cet indice est en outre désaisonnalisé.

Dans tout le texte, les évolutions de prix sont mesurées en glissement annuel : par exemple pour 2005, décembre 2005 par rapport à décembre 2004.

### Définitions

« Autres services » rendus aux ménages : ils comprennent tous les services qui ne sont ni services de santé, ni services de transports et de télécommunications, ni les loyers, ni les services des eaux, des enlèvements des ordures ménagères. Ce sont les services de réparation (automobile, logement, meubles, etc.) ou d'entretien, les services domestiques, les services liés au tourisme (voyages organisés, hébergement de vacances, hôtellerie, cafés, restaurants, etc.), les services d'éducation, la protection sociale (crèches, maisons de retraite, etc.), les assurances, les services financiers.

Loyers des résidences principales : la part des loyers est définie, comme les autres pondérations, à partir de la consommation de l'ensemble des ménages. La pondération de ce secteur est répartie sur l'ensemble des ménages qu'ils soient propriétaires ou locataires. Les montants des loyers sont bien pris en compte mais pas les remboursements d'emprunts des accédants à la propriété. En France, en 2002, 56 % des ménages étaient propriétaires avec ou sans emprunt en cours.

Biens durables hors automobile : ils comprennent principalement les appareils ménagers et divers équipements (audio-visuel, informatique, photo, téléphonie, etc.).

« Autres produits manufacturés » : ils comprennent tous les produits manufacturés hors habillement-chaussures et produits de santé. Ce sont les biens durables, les mobiliers (cuisine, salon, etc.), les jeux et jouets, la papeterie, les livres, etc.

### Bibliographie

Consulter [www.insee.fr](http://www.insee.fr), rubrique « Indice des prix à la consommation ».

Sur la perception de l'inflation, voir aussi le n° 4 des chroniques du CNIS de mars 2006 : [www.cnis.fr/doc/chroniques/CHR\\_0004.pdf](http://www.cnis.fr/doc/chroniques/CHR_0004.pdf)

INSEE PREMIERE figure dès sa parution sur le site Internet de l'Insee : [www.insee.fr](http://www.insee.fr) (rubrique Publications)

Vous pouvez vous abonner gratuitement aux avis de parution dans <http://www.insee.fr/fr/ppp/abonnement/abonnement.asp#formulaire>

## BULLETIN D'ABONNEMENT A INSEE PREMIERE

À RETOURNER À : INSEE/CNGP, Service Abonnement - B.P. 402 - 80004 Amiens CEDEX 1  
Tél. : 03 22 97 31 70 Fax : 03 22 97 31 73

OUI, je souhaite m'abonner à INSEE PREMIERE - Tarif 2006

Abonnement annuel :  74 € (France)  92 € (Étranger)

Nom ou raison sociale : \_\_\_\_\_ Activité : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Tél : \_\_\_\_\_

Ci-joint mon règlement en Euros par chèque à l'ordre de l'INSEE : \_\_\_\_\_ €.

Date : \_\_\_\_\_ Signature \_\_\_\_\_

Direction Générale :  
18, Bd Adolphe-Pinard  
75675 Paris cedex 14  
Directeur de la publication :  
Jean-Michel Charpin  
Rédacteur en chef :  
Daniel Temam  
Rédacteurs : R. Baktavatsalou,  
C. Benveniste, C. Dulon,  
A.-C. Morin  
Maquette : RPV  
Code Sage IP061075  
ISSN 0997 - 3192  
© INSEE 2006



INSEE  
INSTITUT NATIONAL  
DE LA STATISTIQUE  
ET DES ÉTUDES  
ÉCONOMIQUES